

DON D'ORGANES SUR DONNEURS CADAVERIQUES

La nécessaire stratégie de communication nationale

Pour l'Association algérienne de don d'organes Biloba (Adob), la mise en place d'une stratégie de communication nationale reste le seul moyen pour vulgariser le prélèvement sur dépouille et inciter les familles à admettre ou accepter ce type de don.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Le don d'organes en Algérie est actuellement effectué à 100% à partir de donneurs vivants. «En 2015, nous avons effectué 255 greffes, toutes rénales, à l'exception de deux greffes hépatiques opérées au CPMC (Centre Pierre-et-Marie-Curie)», a précisé le D^r Abderrezak Zebboudj, vice-président de l'Association algérienne de don d'organes Biloba (Adob), hier, au forum du quotidien *El Moudjahid* à Alger.

Hormis quelques cas effectués en 2015, poursuit-il, l'opération de greffes à partir de donneurs cadavériques n'a pas encore démarré en Algérie. «Il n'y a pas une activité routinière sur le donneur cadavé-

rique au niveau des structures autorisées au prélèvement», précise-t-il, avant d'émettre le vœu de voir cette activité se développer afin de «pouvoir prendre en charge un plus grand nombre de malades». «Certes, il faut développer les greffes à partir de donneurs vivants mais, en parallèle, il faut également passer au donneur en état de mort encéphalique», dit-il.

Pour ce faire, l'intervenant insiste sur l'encadrement juridique du don d'organes dans le projet de loi sanitaire, la mise en place de la logistique nécessaire, notamment les équipes médicales et l'instauration de la confiance du grand public vis-à-vis du système de santé. Des



Le D^r Zebboudj insiste sur l'encadrement juridique du don d'organes.

conditions qui, selon lui, relèvent du rôle du ministère de la Santé.

«Nous ne pouvons pas faire de greffe si le système de santé ne s'améliore pas. Il faut l'améliorer pour arriver à instaurer une confiance qui va permettre de supprimer les obstacles qui entravent le don d'organes», dit-il encore.

S'agissant du refus des familles des donneurs cadavériques auquel est confrontée la greffe d'organes, le D^r Zebboudj pointe du doigt le manque d'informations. «Il ne faut pas parler de manque de culture, car la culture n'est pas innée mais elle est acquise. Il s'agit plutôt de manque d'informations, d'où la

nécessité d'établir une stratégie de communication nationale afin de fournir toutes les informations autour du don d'organes qui vont permettre la prise de décision au sein des familles», explique-t-il.

Pour lui, il est question de préparer la famille pour qu'elle puisse autoriser le prélèvement d'organes sur un parent en mort encéphalique. «Le plus grand travail est de créer un débat sur le thème au sein des familles. Il faut arriver à ce que celles-ci prennent la décision en respectant la volonté du donneur», ajoute-t-il.

Le vice-président de l'Association algérienne de don d'organes Biloba rappelle, ainsi, que la carte de donneur ne sera qu'un outil d'expression de volonté de la personne. Ce qui, selon lui, facilitera les démarches auprès de sa famille pour la prise de décision.

Ry. N.

E-SANTÉ ET TÉLÉMÉDECINE

Pallier le désert médical et les inégalités d'accès aux soins

Le séminaire TAIEX organisé par l'Union européenne en coopération avec le ministère de la Santé et de la Réforme hospitalière était une occasion de partager les expériences respectives et de mesurer les écarts techniques, technologiques et juridiques existants.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - En sa qualité de chef du département d'imagerie médicale au CHU de Bab El-Oued, le professeur Boudjemaâ Mansouri dit se rappeler qu'au début des années 2000, une ébauche de projet dans la télémedecine a été lancée en collaboration avec l'Agence nationale de documentation de la santé (ANDS). «Une bonne initiative» qui n'a, évidemment, pas vu de suite.

En clair, le principe de la télémedecine est la facilitation de l'exercice de la médecine par

les moyens de télécommunication. Pour ce faire, il est impératif d'assurer «un cadre étatique, une politique inscrite et déclarée et un programme bien défini pour offrir à cette technique toutes ses chances de réussir», a précisé le professeur. C'est encore la problématique ubiquiste «de l'intermittence des projets et d'une volonté politique mitigée».

En effet, la télémedecine ne se résume pas «aux petites vidéoconférences qu'organise le corps médical par-ci, par-là». Surtout que la connexion au sein des hôpitaux et établissements hospitaliers n'est pas monnaie courante. Toutefois, il est, apparemment, question «d'une importante enveloppe financière réservée à connecter une vingtaine d'hôpitaux et de les munir de serveurs puissants pour la gestion des données», a annoncé Mohamed El Hadj, représentant du ministre de la Santé.

D'autre part, le professeur B. Mansouri affirme que l'avant-projet de loi concernant la santé et la réforme hospitalière, en cours,

«doit certainement avoir intégré la télémedecine dans son plan». Une probabilité qui ne se confirmera ou ne s'infirmera qu'une fois ce projet appliqué. D'autant plus que la généralisation de la télémedecine ne doit se faire que suite à l'élaboration «d'un projet pilote» en la matière.

Très optimiste pour que le gouvernement concrétise «cette modalité révolutionnaire» sur le terrain, le conférencier est plus que «convaincu» qu'elle constitue, incontestablement, la solution pour «uniformiser, en équité, les possibilités de soins sur tout le territoire national avec une accessibilité à distance». Ceci, en réalisant «des bénéfices et des économies budgétaires avérés», contrairement au système de santé classique avec un besoin considérable en équipements et ressources humaines. Selon lui, la télémedecine est l'alternative pour pallier le désert médical au Sud algérien, les problèmes de mobilité compromettant l'état de santé des patients et

l'énorme décalage entre l'offre et la demande de santé. «Les moyens y sont pour acquérir le savoir-faire en matière de télémedecine», a-t-il soutenu. Encore faut-il ajouter un grain de résolution politique afin de passer à l'étape opérationnelle.

N. B.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS À BLIDA «L'autoroute Nord- Sud est le poumon économique entre l'Algérie et l'Afrique»

Le ministre des Travaux publics, Abdelkader Ouali, a assuré hier, lors d'une visite de travail qui l'a guidé dans la wilaya de Blida et au terme de laquelle il a inauguré le premier tronçon du projet de l'autoroute Nord-Sud, que cet axe routier sera une étape importante dans l'émancipation économique nationale.

A cet effet, il a mis l'accent sur l'inauguration de ce tronçon d'une longueur de trois kilomètres et qui a eu lieu à Sidi El Madani, dans la commune de Chiffa, affirmant qu'il ouvrira la voie au trafic routier transafricain.

Sur un autre plan, le ministre des Travaux publics a fait savoir que son département déploie de grands efforts pour rendre la route moins pénible dans les localités d'El-Menia et In-Salah en mettant sur place des ateliers de maintenance.

Quant au tronçon inauguré, le ministre a affirmé qu'il s'agit d'une première étape en attendant la suite pour les prochains jours puisque celui-ci va s'étendre jusqu'à Médéa et Berrouaghia, d'une longueur de 53 kilomètres.

Pour Abdelkader Ouali, ce projet aura pour but le désenclavement des régions du Sud, d'une part, et permettra également de relier certains axes routiers aux ports de Jijel et de Cherchell, d'autre part.

Enfin, il dira que l'Etat accorde de l'importance à de tels projets d'autant plus qu'ils créent, soutiendra-t-il, d'autres espaces économiques.

M. B.

PERSONNES ÂGÉES

Les médecins appellent à la création de centres de gériatrie

Les participants à la journée de sensibilisation et de réflexion sur «La gériatrie et l'aide médicale à domicile» ont appelé hier à Alger à la création de centres de gériatrie, vu le nombre croissant de personnes âgées atteintes de maladies chroniques nécessitant une assistance spécifique.

Les participants à cette journée, organisée par la Commission de la santé des affaires sociales, du travail et de la formation professionnelle de l'Assemblée populaire nationale (APN), ont estimé que les efforts fournis par les pouvoirs publics pour le bien des personnes âgées, notamment celles atteintes de maladies chroniques, demeurent «insuffisants».

Pour ce faire, les professeurs en médecine dans différents spécialités ont souligné la nécessité de «la création de centres de convalescence et de gériatrie» ainsi que «des auxiliaires de vie».

Le professeur Hamidi Mourad,

chef de service d'orthopédie au CHU de Blida, a relevé, à cette occasion, l'inexistence de service de gériatrie spécifique en Algérie et l'existence que d'un nombre «très réduit» d'établissements d'hébergement pour les personnes âgées dépendantes.

Il a appelé, à ce propos, à l'enseignement de la gériatrie dans les études médicales non pas en tant que module. «Cet enseignement est inclus dans les différents modules de spécialités en graduation, or, il est important de l'enseigner sous forme de résidanat ou d'un CES de gériatrie ou sous forme de formation paramédicale spécialisée», a-t-il précisé.

Pour lui, les pouvoirs publics peuvent obliger les enfants à prendre en charge leurs parents, mais il est impossible de les obliger à le faire sur le plan santé, car ce volet nécessite, a-t-il dit, des soins spécifiques.

Lui emboitant le pas, le professeur Larada Moussa, chef de service médecine interne au CHU Mustapha-Pacha à Alger, a tiré la sonnette d'alarme sur le nombre croissant de personnes âgées nécessitant des soins spécifiques.

En effet, P^r Larada a, dans ce cadre, souligné l'importance de la formation des effectifs, voire les familles des personnes âgées dans ce domaine sachant que la plupart des malades sont atteints, a-t-il fait remarquer, de deux à trois maladies en même temps.

L'idée a été soutenue également par le professeur Bendib Myriem, chef de service neurologie à l'hôpital Ben-Aknoun à Alger, qui a intervenu sur la «maladie de

Parkinson et d'Alzheimer», estimant que ce genre de patients ont également besoin d'affection et de tendresse.

«Nous avons changé. Nous ressemblons aujourd'hui à des sociétés occidentales qui voient des personnes âgées comme un fardeau», a-t-elle déploré.

De son côté, le président de l'APN, Mohamed Larbi Ould Khelifa, a estimé, lui aussi, que la famille algérienne s'est transformée de «famille élargie à une famille nucléaire».

Il a toutefois précisé que l'Algérie a fourni des efforts colossaux dans le domaine de la santé, notamment concernant la prise en charge des personnes âgées.

Cette journée a été organisée en collaboration avec l'association nationale SOS 3^e âge en détresse «Ihcene», à l'occasion de la Journée nationale des personnes âgées.

APS